

Le dictateur Juncker écarte par avance les patriotes de la Commission !

écrit par Jack | 5 mai 2019



UE anti-démocratique : le président Juncker révèle que les eurosceptiques n'obtiendront aucun poste dans la commission européenne, quels que soient les résultats des élections

3 mai 2019 par ARTHUR LYONS

Pas question, s'est vanté Juncker, que les eurosceptiques obtiennent des postes dans la Commission européenne, quels que soient les résultats des élections de mai. Ils seront bloqués.

Dans une interview accordée à des médias polonais, Juncker a rejeté l'idée que le soutien accru en faveur des partis populistes nationaux aux prochaines élections européennes puisse affecter de quelque manière que ce soit le projet d'intégration mondialiste de l'Union européenne.

« Dans ces élections, ceux qui prônent un nationalisme idiot en paieront le prix »,

a menacé Juncker.

« Personne ne le sait, mais la dernière fois, j'ai rejeté les candidatures de six des commissaires que les gouvernements nationaux m'avaient présentées »,

a ajouté le bureaucrate non élu avec grande satisfaction.

« N'oubliez pas que les gouvernements ne proposent que des commissaires. C'est le président de la Commission qui les accepte et répartit leurs responsabilités »,

a-t-il continué.

Tandis qu'il s'entretenait avec un journaliste de *Rzeczpospolita*, Juncker a déclaré que peu importe si le parti populiste national polonais au pouvoir, le **PiS**, remporte les élections législatives de novembre ou qu'il soit battu par une coalition de l'opposition soutenue par les mondialistes de Bruxelles, la Pologne devra rester dans l'Union européenne en raison de sa dépendance financière vis-à-vis de l'institution transnationale.

« Les Polonais ne veulent pas être coupés de tout cela », a proclamé Juncker avec arrogance, avant d'ajouter que les Européens occidentaux « ne devraient pas penser que la Pologne fait uniquement partie du bloc pour l'argent ».

Le politicien luxembourgeois non élu a ensuite affirmé que l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne dépendait essentiellement de ses « valeurs communes » partagées avec d'autres pays de l'Union européenne, ajoutant que l'argent de Bruxelles « n'était pas un cadeau, mais une reconnaissance de l'ampleur des réformes effectuées » depuis son adhésion au bloc.

Au cours de cette même interview, Juncker a évoqué la décision de la Commission européenne de poursuivre des sanctions

disciplinaires à l'encontre de la Pologne en raison de la prétendue répudiation par le gouvernement de « *normes démocratiques* » contenant des réformes que le parti au pouvoir PiS considère comme l'exigence de davantage de responsabilité par un système judiciaire corrompu.

Juncker a déclaré que « *l'état de droit est la pierre angulaire de l'Union européenne* », estimant que « *certains pays se permettent, parfois, une certaine insubordination, en fonction de ceux qui se trouvent au pouvoir et de l'étape du cycle politique dans lequel ils se trouvent* », il était « *confiant que dans quelques années, ces problèmes auront disparu* ».

<https://voiceofeurope.com/2019/05/anti-democratic-eu-president-junker-reveals-eurosceptics-will-be-blocked-from-commission-jobs-regardless-of-election-results/>

Traduit par Jack pour Résistance Républicaine.

Note de Christine Tasin

Cette déclaration de Juncker a deux objectifs.

D'un côté rassurer les Macronistes, quel que soit le résultat des Européennes, rien ne changera à Bruxelles parce que Juncker, qui dirige, qui n'est pas élu, fait exactement ce qu'il veut et n'acceptera que les commissaires qu'il veut. En gros quand bien même l'Europe toute entière se révélerait populiste et voterait à 60% pour des lépreux, cela ne changerait rien.

Le damné Traité de Lisbonne que le peuple de France avait très justement refusé permettrait donc à un homme seul, non élu, de décider de l'avenir de tout un continent, malgré et contre

le désir des peuples qui le composent. Enorme ! Et il est tellement sûr de son pouvoir qu'il est confiant : dans quelques années la dictature sera si complète, si bien établie, si irréversible... que les peuples n'auront même la possibilité de l'insubordination. Décidément, Macron comme Juncker utilisent de la même rhétorique pour parler de nous. Ils nous considèrent et nous traitent comme des enfants...

<https://www.touteleurope.eu/actualite/comment-est-elu-le-president-de-la-commission-europeenne.html>

De l'autre côté, il s'agit bien entendu de décourager les Français tentés par l'insubordination – traduisez le vote RN-d'aller voter... *“Puisque ça ne sert à rien, tu vois bien, même Juncker le dit”*. C'est fait pour. Et ce serait une énorme erreur. Parce que ce n'est pas tout à fait vrai... et même pas du tout vrai.

D'abord, on l'a déjà dit et répété ici, l'enjeu des Européennes est énorme en France, puisque Macron voudrait en faire un plébiscite, un referendum sur sa politique. S'il l'emportait le 26 mai, il jubilerait et appliquerait sans hésitations tous ses noirs desseins. Et ce serait terrible pour nos jeunes, nos vieux, nos petits patrons, nos salariés... Sans parler du Grand Remplacement. Rien que pour cela, on n'a pas le choix.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/05/05/il-ny-a-pas-le-choix-pour-que-macron-soit-battu-il-faut-voter-marine/>

Ensuite, Juncker a beau se la jouer beau, il ne sera plus à la tête de l'UE puisque son mandat de 5 expire en novembre prochain et qu'il a annoncé qu'il ne se représenterait pas. S'il était si sûr de la disparition des populismes on se demande pourquoi il fait voter à tour de bras le Parlement toutes les lois et directives qu'il peut, histoire de graver dans le marbre l'obligation pour l'UE d'accueillir toute la misère de la terre et le fédéralisme complet qu'il souhaite.

Et le Traité de Lisbonne permet en effet que le dirigeant du parti vainqueur lors des Européennes soit candidat au poste de Président de la commission... et si un raz-de-marée populiste emportait tout ? Le nouveau dirigeant serait un anti-Juncker, voire un anti-UE... Espérons !